

L'Algérie « à la croisée des chemins »

24 avril 2019



Article sur la situation en Algérie à paraître dans le prochain numéro du bulletin de la commission internationale de Solidaires.



La mobilisation massive de la population algérienne depuis

plusieurs semaines ne peut être comprise sans la remettre dans son contexte et dans l'histoire du pays ces 20 dernières années. Le pays a connu une révolution populaire en 1988 et une brève période de transition démocratique au début des années 90, jusqu'à la victoire aux élections du Front islamique du salut en 91. Cette dernière a été suivie d'un putsch militaire organisé par les généraux de la Sécurité militaire (qui deviendra le sinistre DRS, Département du Renseignement et de la Sécurité) qui sont toujours au pouvoir

aujourd'hui et sont presque aussi âgés que Bouteflika... Ils ont organisé le pays en véritable entreprise lucrative toute à leur bénéfice, contrôlant tous les secteurs clés de l'économie : finances, gaz et pétrole. Ils sont aussi responsables de plus de 200.000 morts durant la décennie noire, dans la « sale guerre » contre le terrorisme du GIA (Groupe Islamique Armé, issu d'une partie du FIS) puis contre le GSPC (Groupe Salafiste de Prédication et de Combat, qui deviendra, dans les années 2000, AQMI). Le GSPC est une créature du DRS qui leur a en partie échappé alors qu'il devait servir à réduire le GIA dans une lutte entre groupes et surtout à justifier plus tard le maintien d'un Etat policier en Algérie. C'était l'épouvantail parfait pour convaincre les autres pays de la nécessité de maintenir ce type de pouvoir au nom de la « lutte contre le terrorisme ».

Mais aujourd'hui, la rente pétrolière est presque épuisée, et avec elle les moyens d'éteindre les révoltes sociales. Celles-ci ont été nombreuses et hiératiques, un peu partout dans le pays, depuis les années 2010, dénonçant la corruption du régime et le coût de la vie. Car l'Algérie produit peu et importe beaucoup et pouvait tenir tant que le prix des denrées était subventionné par la rente pétrolière.

Dans ce contexte, la présentation pour un 5^e mandat de Bouteflika à l'élection présidentielle a été l'humiliation et donc la provocation de trop. Les mobilisations du vendredi mais aussi des autres jours ne faiblissent pas, bien au contraire, et elles sont pacifiques (malgré l'usage d'agents provocateurs payés par le pouvoir pour essayer de créer du chaos et de la violence dans les manifestations depuis quelques vendredis). Aujourd'hui, la population algérienne ne se contentera pas d'un changement cosmétique, comme la nomination de Bensalah en tant que président transitoire. Ce dernier a accédé à la magistrature suprême, en vertu de l'article 102 de la Constitution actionné par le Conseil constitutionnel puis le Parlement le 9 avril.

Après la démission de Bouteflika, ladite disposition de la loi fondamentale préconise le remplacement du chef de l'État par le président du Conseil de la nation, la deuxième chambre du Parlement algérien. Mais Bensalah est un pur produit du système, personne n'est dupe.

Parmi les manifestant-es, les syndicalistes de la Confédération Générale Autonome des travailleurs et travailleuses en Algérie (CGATA) tiennent toute leur place, ce qui n'est pas étonnant. Ils et elles ont été la cible principale du pouvoir depuis 20 ans, ils et elles faisaient partie de la très rare opposition démocratique au pouvoir et en ont payé souvent le prix (voir les rapports du CISA et de Solidaires sur ces questions). Ils et elles ont la légitimité de s'appuyer sur les travailleurs et travailleuses, dans les nombreux secteurs où ont été créés des syndicats autonomes, par opposition à l'UGTA, syndicat façade du régime et son servile et vociférant chef à vie, Sidi Saïd.



Les syndicalistes autonomes appellent aujourd'hui à une

transition démocratique avec une phase de constituante, comparable à celle mise en place en Tunisie après la révolution de 2011. Contrairement à ce qu'annoncent des médias qui connaissent bien mal la réalité de la société algérienne, le pays n'est pas exsangue de militant-es capables de prendre part à cette transition. Les syndicalistes de la CGATA travaillent en ce moment à l'organisation de grèves, comme celle, massive, durant la deuxième semaine d'avril, des agent-es territoriaux du Snapap (Syndicat national autonomes des personnels de l'administration publique).

L'Union syndicale Solidaires est et sera en soutien des syndicalistes autonomes et plus généralement de la population algérienne dans cette enthousiasmante révolution pacifique et démocratique. Le 1er mai en Algérie, que préparent activement les syndicalistes, aura un sens

particulier cette année.

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Le Bulletin international >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/L-Algerie-a-la-croisee-des-chemins>